

[Imputation budgétaire]
[Donnée 2]
[Donnée 3]
[Donnée 4]



**Ministère de [...]**

**Arrêté n° [...]**  
**portant avancement de grade par examen professionnel**

**Le [La] ministre [...],**

Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre II du livre V de la partie législative ;  
Vu le décret n° 2010-888 du 28 juillet 2010 relatif aux conditions générales de l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de l'Etat ;  
Vu le décret n° [...] en date du [...] ;  
(\*STATUT PARTICULIER DU CORPS/EF AUQUEL APPARTIENT L'INTÉRESSÉ(E)\*)  
Vu le tableau d'avancement au grade de : [...] au titre de l'année (à saisir) ;  
Vu la liste en date du (à saisir) des lauréats de l'examen professionnel pour l'accès au grade de : [...] au titre de l'année (à saisir),

**Arrêt[e] :**

- Article 1er** : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], bénéficie d'un avancement au grade de [...], à compter du [...].
- Article 2** : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.  
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).
- Article 3** : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...]] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]